



ZOOM SUR LA SANTÉ FINANCIÈRE DE 15 000 PME Evolution 2008 - 2013

ATH publie, dans le cadre de son Observatoire de l'information financière, une analyse complète de l'évolution financière de 15 000 PME non cotées sur la période 2008 à 2013.

Les principaux constats

Activité

Après avoir chuté de 5,2 % en 2009 suite à la crise de fin 2008, le niveau de chiffre d'affaires s'est progressivement rétabli, faisant apparaître une augmentation globale de 9 % entre 2008 et 2013, augmentation qui ne couvre pas l'inflation qui ressort à 9,8 % sur cette même période.

Rentabilité

Tous les indicateurs sont négatifs sur cette période de six ans avec une chute de 7,9 % de l'excédent brut d'exploitation (EBE), de 11,9 % du résultat d'exploitation (REX) et respectivement de 2,2 % et 2 % pour le résultat net et la capacité d'autofinancement. Toutefois, on constate une légère amélioration de ces agrégats en 2013 par rapport à 2012 que pourrait expliquer, pour partie, la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en 2013.

Les taux de rentabilité de 3,5 % pour le résultat d'exploitation et de 2,6 % pour le résultat net restent insuffisants pour permettre le développement et la pérennité de ces entreprises.

Trésorerie

Les niveaux de trésorerie et de fonds propres se sont plutôt améliorés, ce qui traduit une gestion prudente des chefs d'entreprise des PME qui préfèrent renforcer leurs fonds propres en maintenant tout ou partie de leurs résultats dans les réserves pour faire face à de nouvelles difficultés dans un climat d'incertitudes.

Endettement

Le taux d'endettement de 54,7 % en 2008 s'est stabilisé depuis plusieurs années aux alentours de 50 %. Il peut traduire soit une frilosité de la part des chefs d'entreprise à investir grâce à l'endettement soit une difficulté à emprunter ou peut-être un « mix » des deux phénomènes.

1. INTRODUCTION

Ces PME représentent 5,5 % en nombre d'entreprises (soit environ 200 000 sur 3,6 millions d'entités) ; elles constituent un segment stratégique car elles sont considérées comme potentiellement créatrices d'emplois en France. On attend de certaines d'entre elles qu'elles grandissent pour devenir des ETI - véritables fer de lance du développement notamment international.

Qui sont-elles ? Quelle localisation ? Quel secteur d'activité ? Quelle structure juridique ?

Quelles sont leurs performances économiques ? Quelle est leur structure financière ? Quelles sont leurs perspectives de développement ? **Quel impact du CICE sur leurs résultats 2013 ?**

C'est à ces questions que l'Observatoire ATH de l'information financière souhaite apporter des réponses en conduisant une analyse économique et financière d'un panel de 15 000 PME sur une période de six ans (de 2008 à 2013).

Cette analyse financière s'appuie sur l'expertise des cabinets membres d'ATH et leur parfaite connaissance de ce tissu d'entreprises.

Les 15 000 entités retenues pour cette étude ont été sélectionnées parmi des PME véritablement indépendantes sur un plan économique, c'est-à-dire non filiales de sociétés cotées ou non cotées elles-mêmes ⁽¹⁾. Il s'agit des entités qui ont été PME sur les six années.

2. PROFIL DES PME

Identité

Les 15 000 sociétés du panel sont à 60 % des SAS et des SASU. Les secteurs d'activité concernés sont à 21 % l'industrie manufacturière, 16 % le commerce de gros, 14 % le BTP et 10 % le commerce de détail.

Elles sont, sans surprise, prioritairement localisées en Ile-de-France (23 %), Rhône-Alpes (14 %) et dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (7 %) ⁽¹⁾.

Données financières

En 2013, les PME du panel sont caractérisées par les données suivantes :

- Chiffre d'affaires : 10,1 M€ en moyenne, avec une dispersion très forte selon les secteurs d'activité : de 8,1 M€ (BTP) à 12,4 M€ (Commerce) ; un taux moyen à l'export de 8,8 %,
- Excédent brut d'exploitation : 535 K€ en moyenne soit un taux de 5,3 % du chiffre d'affaires avec des extrêmes de 335 K€ (BTP) à 662 K€ (Services),
- Résultat d'exploitation : 354 K€ soit un taux de 3,5 % du chiffre d'affaires avec des extrêmes de 265 K€ (BTP) à 414 K€ (Industrie),
- Résultat net après impôt : 264 K€ soit un taux de 2,6 % du chiffre d'affaires,
- Trésorerie : 923 K€ en moyenne,
- Taux d'endettement : 48,6 % des capitaux propres.

⁽¹⁾ Cf. Méthodologie en annexe - Source : Diane, Bureau Van Dijk.

3. ANALYSE

1^{er} thème : Activité

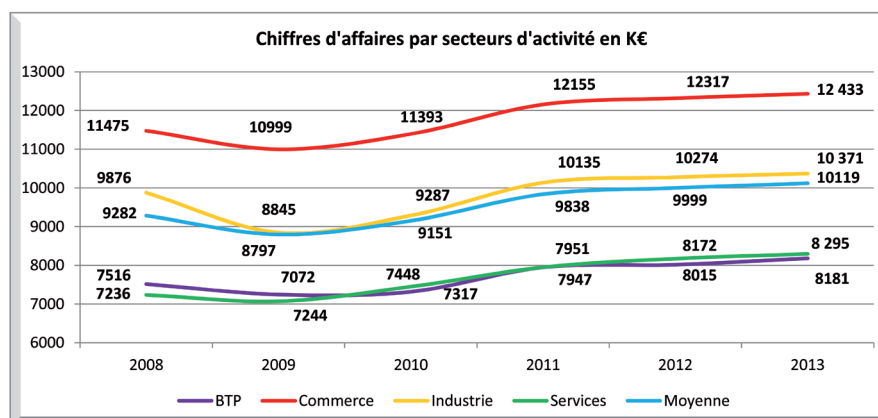
Chiffre d'affaires net hors taxes

Les 15 000 PME de notre échantillon totalisent un chiffre d'affaires de 151,2 milliards d'euros soit une moyenne de 10,1 M€ pour l'année 2013.

Chiffre d'affaires	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne en K€	9 282	8 797	9 151	9 838	9 999	10 119	+9,02 %
Variation moyenne N / N-1	-	-5,23 %	+4,02 %	+7,51 %	+1,64 %	+1,20 %	-

Globalement le chiffre d'affaires a progressé de 9 % sur les six années. Cette augmentation ne couvre que partiellement l'évolution de l'inflation qui ressort à 9,8 % sur cette même période. A noter une progression très faible sur les deux dernières années.

Chiffre d'affaires par secteurs d'activité



Le secteur de l'industrie accuse le plus faible taux de progression (5 %), les autres secteurs se situant entre 8 et 15 %.

Exportation

Exportation	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Montant moyen à l'exportation en K€	1 980	1 751	1 939	2 089	2 159	2 190	+10,61 %
Variation moyenne N / N-1	-	-11,57 %	+10,74 %	+7,74 %	+3,35 %	+1,44 %	-
Taux d'exportation moyen	18,25 %	17,73 %	18,73 %	18,48 %	18,71 %	18,84 %	+0,59 pt
Nb de sociétés concernées	6 219	6 128	6 074	6 121	6 072	6 086	-2,14 %

Sur les 15 000 entreprises du panel, seules environ 6 000 déclarent un chiffre d'affaires à l'export soit 40 %. Le nombre d'entreprises exportatrices est en tassement sur les six ans.

Le montant moyen du chiffre d'affaires à l'exportation atteint 2,2 M€ en 2013 représentant près de 19 % du chiffre d'affaires de ces entreprises exportatrices. L'évolution de cette activité à l'exportation a suivi la même courbe que l'activité générale.

Taux d'exportation de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne	8,88 %	8,16 %	8,62 %	8,70 %	8,78 %	8,82 %	-0,06 pt

De 2008 à 2013, le taux à l'exportation pour l'ensemble des 15 000 PME du panel se situe entre 8 et 9 %.

2^{ème} thème : Profitabilité économique

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Excédent brut d'exploitation de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Montant de l'EBE en moyenne en K€	581	481	527	557	521	535	-7,92 %
Variation moyenne N / N-1	-	-17,21 %	+9,56 %	+5,69 %	-6,46 %	+2,69 %	-
Taux d'EBE moyen / CA	6,26 %	5,46 %	5,76 %	5,66 %	5,21 %	5,28 %	-0,98 pt

L'augmentation de l'activité (9 %) ne génère pas de rentabilité complémentaire, l'excédent brut d'exploitation ayant chuté de près de 8 % entre 2008 et 2013 pour l'ensemble des sociétés.

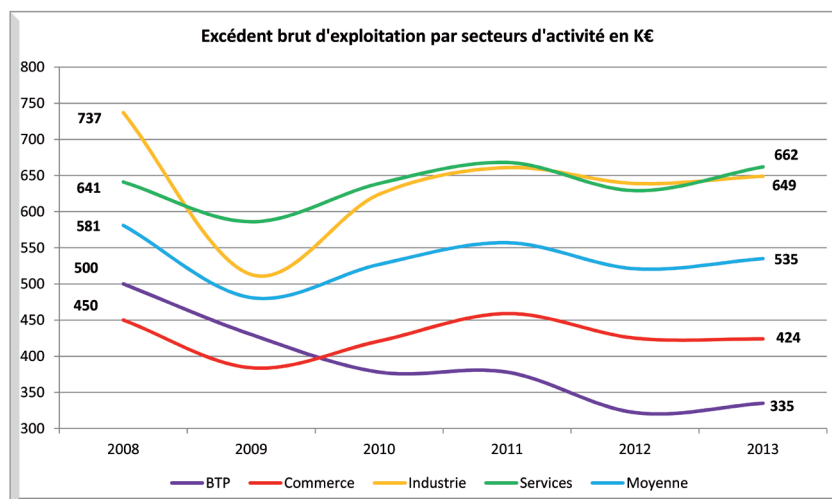
Le taux d'excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaires se dégrade régulièrement depuis 2008 puisqu'il perd 1 point sur les six ans. Cette stagnation de l'EBE conduit à une perte de marge de manœuvre importante pour assurer les investissements nécessaires à la compétitivité et à la pérennité des entreprises.

Excédent brut d'exploitation des sociétés dont l'EBE est positif	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne en K€	712	663	687	720	711	726	+1,97 %
Variation moyenne N / N-1	-	-6,88 %	+3,62 %	+4,80 %	-1,25 %	+2,11 %	-
Nb de sociétés	13 304	12 559	12 893	12 911	12 511	12 600	-5,29 %
% de sociétés	89,05 %	84,06 %	86,30 %	86,42 %	83,74 %	84,34 %	-4,71 pts

Sur les 15 000 sociétés, seules 12 600 sont bénéficiaires en 2013, elles étaient 13 300 en 2008.

L'excédent brut moyen se situe aux alentours de 730 K€ ; il a été relativement stable sur les six années puisqu'il n'a augmenté que de 2 % (pour une hausse du chiffre d'affaires de 9 %).

Excédent brut d'exploitation par secteurs d'activité



La chute de rentabilité est particulièrement sensible pour le BTP (-33 %) avec une dégradation continue depuis six ans.

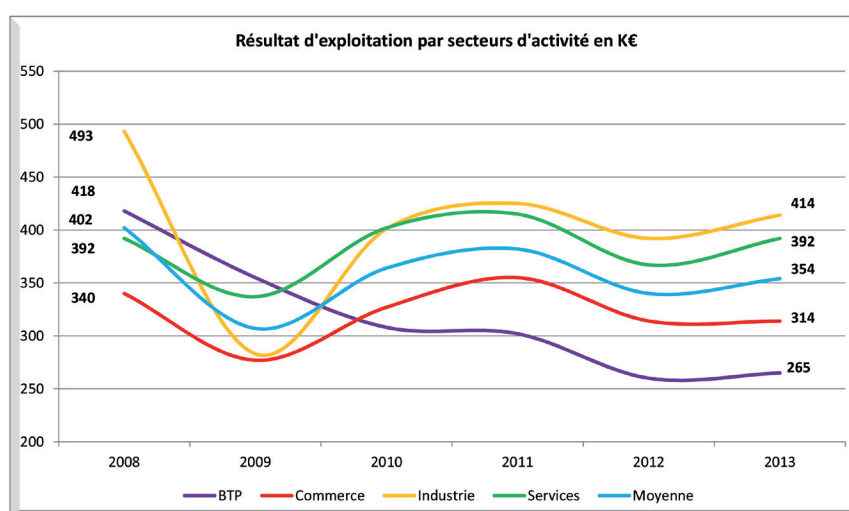
Résultat d'exploitation (REX)

Résultat d'exploitation de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Montant du REX en moyenne en K€	402	307	364	382	340	354	-11,94 %
Variation moyenne N / N-1	-	-23,63 %	+18,57 %	+4,95 %	-10,99 %	+4,12 %	-
Taux du REX moyen / CA	4,33 %	3,49 %	3,98 %	3,88 %	3,40 %	3,50 %	-0,83 pt

Naturellement, l'évolution du résultat d'exploitation suit la même tendance que l'excédent brut d'exploitation.

Le taux de rentabilité, passé de 4,3 % en 2008 à 3,5 % en 2013, représente une très faible rémunération du risque. Il reste insuffisant pour faire face à la moindre difficulté nouvelle qui pourrait arriver aux entreprises.

Résultat d'exploitation par secteurs d'activité



3^{ème} thème : Rentabilité nette

Résultat net

Résultat net de l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Montant du résultat net en moyenne en K€	270	220	260	272	238	264	-2,22 %
Taux du résultat net moyen / CA	2,91 %	2,50 %	2,84 %	2,77 %	2,38 %	2,61 %	-0,30 pt

Le résultat net moyen s'établit à 264 K€ accusant une baisse de 2,2 % sur les six ans.

La mise en place du CICE en 2013 peut expliquer pour partie l'amélioration du résultat net en 2013 par rapport à 2012.

Résultat net des sociétés bénéficiaires	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne en K€	386	371	381	391	387	412	+6,74 %
Variation moyenne N / N-1	-	-3,89 %	+2,70 %	+2,62 %	-1,02 %	+6,46 %	-
Nb de sociétés bénéficiaires	13 008	12 281	12 771	12 851	12 251	12 499	-3,91 %
% de sociétés bénéficiaires	87,07 %	82,20 %	85,48 %	86,02 %	82,00 %	83,66 %	-3,41 pts

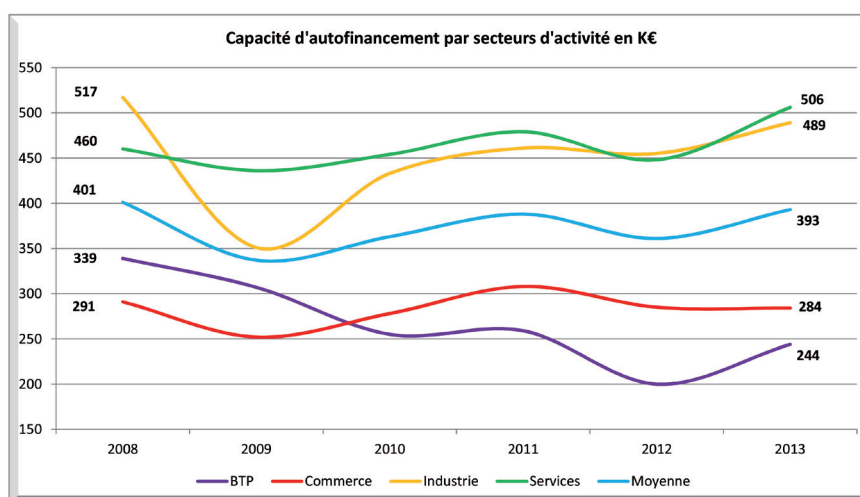
Capacité d'autofinancement

Capacité d'autofinancement avant répartition pour l'ensemble des sociétés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Capacité d'autofinancement moyenne en K€	401	337	363	388	361	393	-2,00 %
Variation moyenne N / N-1	-	-15,96 %	+7,72 %	+6,89 %	-6,96 %	+8,86 %	-
Taux de CAF moyen / CA	4,32 %	3,84 %	3,97 %	3,94 %	3,61 %	3,88 %	-0,44 pt

La capacité d'autofinancement mesure le cash généré par l'activité pour investir donc pour assurer la pérennité de l'entreprise, rembourser les dettes et rémunérer les actionnaires.

Le taux de capacité d'autofinancement sur chiffre d'affaires, inférieur à 4 % en 2013 et en diminution de 0,4 point sur les six ans, est préoccupant.

Capacité d'autofinancement par secteurs d'activité



Le montant moyen de 393 K€ de capacité d'autofinancement, en 2013, recouvre une très grande dispersion entre le BTP (244 K€) et les services (506 K€).

4^{ème} thème : Structure financière

Couverture du besoin en fonds de roulement exprimé en jours de chiffre d'affaires

Couverture du BFR en jours de CA	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne	55	57	57	56	58	60	+9,09 %
Variation moyenne N / N-1	-	+3,64 %	0 %	-1,75 %	+3,57 %	+3,45 %	-

Le niveau du besoin en fonds de roulement (BFR) en nombre de jours de chiffre d'affaires est en augmentation constante depuis 2008. La crise s'installant, les effets bénéfiques de la loi LME (2008) s'estompent ; le BFR atteint désormais 60 jours de chiffre d'affaires.

Ce BFR moyen ne tient pas compte des modalités éventuelles de financement à court terme (affacturation, loi Dailly,...).

Trésorerie

Trésorerie nette	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne en K€	752	827	889	892	898	923	+22,74 %
Variation moyenne N / N-1	-	+9,97 %	+7,50 %	+0,34 %	+0,67 %	+2,78 %	-

Les entreprises conservent dans l'ensemble un niveau de trésorerie moyen (923 K€ en 2013) qui peut sembler satisfaisant, en amélioration depuis 2008 (22,7 %).

Cette relative bonne situation des trésoreries est certainement la manifestation d'une très grande prudence de la part des chefs d'entreprise visant à se doter d'un volant de sécurité pour faire face à d'éventuelles difficultés et/ou à limiter les investissements dans un contexte incertain. Les entreprises ont sans doute utilisé les outils à leur disposition : augmentation du capital, mobilisation de créances (effets escomptés, affacturation), modération des dividendes,...

Endettement (dettes de caractère financier)

Dettes de caractère financier	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne en K€	1 134	1 107	1 128	1 173	1 259	1 270	+11,99 %
Variation moyenne N / N-1	-	-2,38 %	+1,90 %	+3,99 %	+7,33 %	+0,87 %	-

Ratio endettement / EBE	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Nb d'années	1,95	2,30	2,14	2,11	2,42	2,37	+21,54 %
Variation moyenne N / N-1	-	+17,95 %	-6,96 %	-1,40 %	+14,69 %	-2,07 %	-

Le ratio dettes sur excédent brut d'exploitation indique le nombre d'années d'EBE nécessaires pour couvrir l'endettement. Ce ratio se dégrade d'une demi-année sur les six ans traduisant une fragilisation de structure financière.

Capitaux propres

Capitaux propres	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne en K€	2 072	2 193	2 315	2 436	2 489	2 614	+26,16 %
Variation moyenne N / N-1	-	+5,84 %	+5,56 %	+5,23 %	+2,18 %	+5,02 %	-

Le niveau des capitaux propres s'est amélioré constamment depuis 2008 en raison d'une intégration partielle des résultats dans les réserves et éventuellement à des augmentations de capital. La progression est continue et ressort à +26,2 % sur les six ans.

Taux d'endettement (dettes de caractère financier/total des capitaux propres) (calcul fait en % du total des capitaux propres)

Taux d'endettement en %	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2008/2013
Moyenne	54,74 %	50,48 %	48,73 %	48,13 %	50,57 %	48,56 %	-6,18 pts
Variation moyenne N / N-1	-	-4,26 pts	-1,75 pt	-0,60 pt	+2,44 pts	-2,01 pts	-

Le taux d'endettement se stabilise à environ 50 % traduisant probablement une confiance limitée dans l'avenir (à mettre en parallèle avec la dégradation du ratio endettement sur EBE).

MÉTHODOLOGIE

Les entreprises françaises se répartissent en 4 catégories qui sont, en termes d'effectifs, ainsi identifiées :

- TPE - Très petites entreprises - moins de 10 salariés,
- PME - Petites et moyennes entreprises - de 10 à 250 salariés,
- ETI - Entreprises de taille intermédiaire - de 250 à 5 000 salariés,
- GE - Grandes entreprises - plus de 5 000 salariés.

Définition des PME

Au sens français, il s'agit des entreprises dont l'effectif est compris entre 10 et 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.

Source des données

L'étude s'appuie sur plusieurs sources de données :

- des publications et rapports récents sur les PME,
- l'analyse de données financières à partir de l'élaboration d'une base complète (source : Diane 2008 à 2013, bureau Van Dijk).

Le panel de 15 276 sociétés se constitue de PME non cotées et de PME non filiales de sociétés cotées dont l'effectif est compris entre 10 et 250 salariés et dont le chiffre d'affaires est compris entre 2 et 50 M€ sur les années 2008 à 2013.

Ont été exclues de l'analyse :

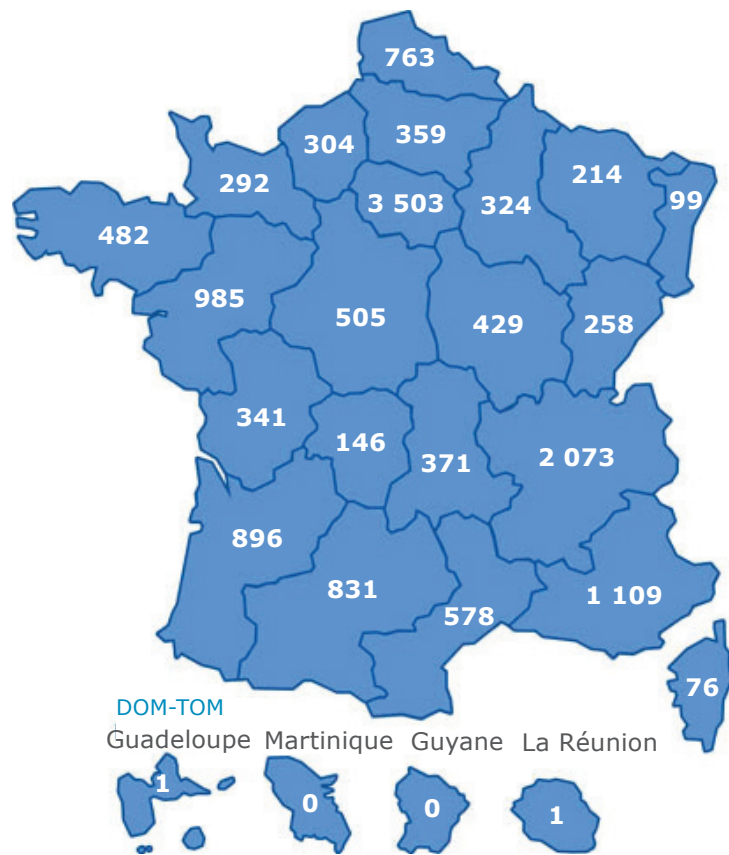
- les sociétés dont le code NAF correspond aux services financiers et d'assurance, aux activités de sièges sociaux,
- les sociétés dont les formes juridiques correspondent aux associations, EARL, GIE et sociétés civiles.

Après le retraitement de ces différentes données, le panel de l'étude se compose de 14 940 sociétés. Plusieurs ratios financiers ont été déterminés afin de pouvoir observer les tendances économiques et financières de ces différentes sociétés.

Nous avons maintenu expressément l'année 2008, comme année de référence avant-crise.

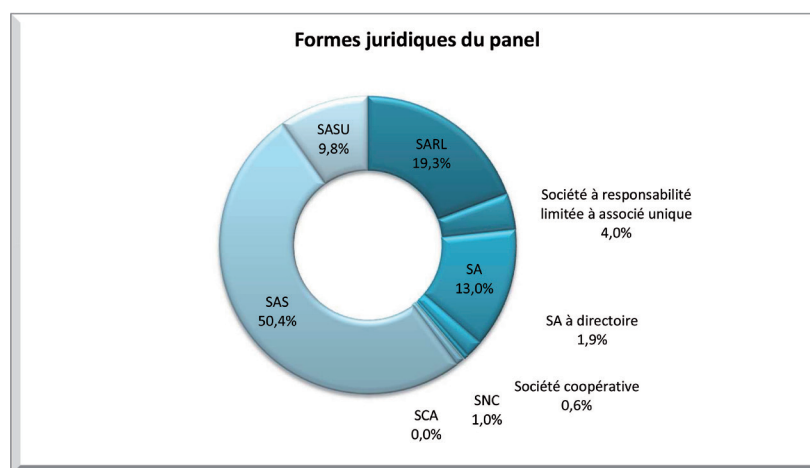
Structure de l'échantillon

Les PME de notre panel se répartissent régionalement de la façon suivante :



Les formes juridiques des sociétés de notre panel :

Forme juridique	Nbre de sociétés
Société à responsabilité limitée (SARL)	2 890
Société à responsabilité limitée à associé unique	592
Société anonyme (SA)	1 944
Société anonyme à directoire	288
Société coopérative	83
Société en commandite par actions (SCA)	3
Société en nom collectif (SNC)	143
Société par actions simplifiée (SAS)	7 535
Société par actions simplifiée à associé unique (SASU)	1 462
Total général	14 940



La répartition par secteur d'activités des sociétés de notre panel est la suivante :

Secteurs d'activités	Nbre de sociétés
BTP - Construction et travaux de construction	2 115
BTP	2 115
Commerce - Commerce de détail	1 440
Commerce - Commerce de gros	2 449
Commerce - Commerce et réparation automobile	998
COMMERCE	4 887
Industrie - Agriculture, Sylviculture, Pêche	121
Industrie - Electricité, gaz, vapeur et air conditionné	13
Industrie - Industrie Manufacturière	3 178
Industrie - Industries extractives, Agricoles, Alimentaires	66
Industrie - Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	126
INDUSTRIE	3 504
Services - Autres services	46
Services - Services administratifs et d'assistance	652
Services - Services artistiques et du spectacle et services récréatifs	153
Services - Services de l'éducation	75
Services - Services de santé et d'action sociale	452
Services - Services de transport et d'entreposage	1 017
Services - Services d'hébergement et de restauration	507
Services - Services d'information et de communication	606
Services - Services immobiliers	115
Services - Services professionnels, scientifiques et techniques	811
SERVICES	4 434
Total général	14 940

PRÉSENTATION D'ATH

ATH, créée en 1968, est une association technique qui regroupe 26 cabinets d'audit et de conseil.

ATH est certifiée ISO 9001 depuis 2008.

ATH

- conçoit et diffuse les outils méthodologiques nécessaires aux activités d'audit, d'expertise et de conseil des cabinets membres dans le cadre des normes professionnelles,
- assure un programme de formation complet au profit des collaborateurs, des experts comptables / commissaires aux comptes et des associés,
- réalise un contrôle de qualité annuel des cabinets qui porte à la fois sur les procédures internes des cabinets et sur l'examen des dossiers,
- dispose d'un centre de documentation professionnelle, source de veille économique et professionnelle,
- apporte aux cabinets membres une logistique technique d'excellence.

ATH

a créé en 2009 l'Observatoire de l'information financière.

Y sont traités les thèmes suivants :

- Rémunérations des dirigeants des sociétés cotées,
- Trésorerie des sociétés cotées,
- Partage de la valeur ajoutée et des bénéfices de PME non cotées,
- Santé financière des PME - ETI.

L'ensemble des travaux de l'Observatoire sont accessibles sur le site : www.observatoireath.com

CHIFFRES CLÉS DES CABINETS ATH

- 26 cabinets,
- 2 900 collaborateurs,
- 297 M€ de chiffre d'affaires global,
- 150 mandats EIP.

Cette étude a été réalisée en collaboration avec Messieurs **François Aupic** (RSM Paris), **Philippe Blin** (SEFAC) et **Philippe Mendès** (ACA), experts-comptables - commissaires aux comptes.

Les travaux ont été coordonnés par **Marie-Laure Parthenay** et **Isabelle Lucas** (ATH).

Cabinets membres d'ATH :

- | | | |
|--------------------|--------------------|------------------------|
| • ACA | • Eurex | • Ofec |
| • A&D | • Exponens | • Orfis Baker Tilly |
| • Acthéos | • Finexsi | • RSM Paris |
| • BBA | • Groupe Cofimé | • RSM Sofira |
| • BM & Associés | • Groupe Tuillet | • Sadec Akelys |
| • Cera | • Groupe Y | • Sefac SMA |
| • Créatis | • Ifec | • Sefico |
| • Dauge & Associés | • Kling & Associés | • SFC |
| | • Novances | • Sofideec Baker Tilly |

ATH - 55 rue de Rivoli - 75001 Paris

Tél : 01 42 96 18 97 - **Fax** : 01 47 03 43 69

Site : www.ath.asso.fr

Président : Pierre Godet

Secrétaire Général : Stéphane Raynaud

Vice-Président : Jean-Michel Trial